



Les illusions de la réponse occidentale à l'islamisme

François Burgat

► To cite this version:

François Burgat. Les illusions de la réponse occidentale à l'islamisme. François BURGAT. L'islamisme à l'heure d'al-Qaïda : réislamisation, radicalisation, modernisations, La Découverte, pp.189-209, 2005. halshs-00367775

HAL Id: halshs-00367775

<https://shs.hal.science/halshs-00367775>

Submitted on 12 Mar 2009

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

François Burgat : *L'Islamisme à l'heure d'Al-Qaïda : réislamisation, modernisation, radicalisations*

Paris, La Découverte 2005 p.189 -209

Chapitre 9 (+ Conclusion)

Hard power et « réformes » imposées : les illusions de la réponse occidentale à l'islamisme

« Ce n'est pas en réformant le discours religieux qu'on pacifiera la région, mais bien en pacifiant la région que l'on reformera le discours religieux. »

Des leaders islamistes saoudiens, 2005¹.

« Il n'y a pas de commune mesure entre un terrorisme de clandestins et un terrorisme d'État disposant d'armes massives. De même qu'il y a disproportion entre les armes, il y a disproportion entre les deux terreurs. L'horreur et l'indignation devant des victimes civiles massacrées par une bombe humaine doivent-elles disparaître quand ces victimes sont palestiniennes et massacrées par des bombes inhumaines ? »

Edgar MORIN, Sami NAÏR et Danièle SALLENAVE, 2002².

« Et si, [...] plus généralement, au cœur de nos sociétés laïques, démocratiques, pluralistes, [...] se développait un formidable conformisme de la pensée correcte ? Si, à la domination cléricale d'hier, se substituait une terrible domination mimétique ? Une domination où chacun est socialement obligé de se mouler dans une forme de pensée convenue, ne laissant qu'une liberté de contenu illusoire. Douceur d'un totalitarisme d'un extrême centre. »

Jean BAUBEROT, 2005³.

« Si Sharon est un homme de paix aux yeux de Bush, alors nous aussi nous sommes des hommes de paix. »

Un responsable d'Al-Qaïda, 2002⁴.

La réponse aux défis que les attentats du 11 septembre ont posés au monde

¹ Interviewés par Pascal MENORET, qui résume leur point de vue en ces termes dans « Le cheikh, l'électeur et le SMS », *loc. cit.*

² *Le Monde*, 3 juin 2002.

³ Jean BAUBEROT, *Laïcité, 1905-2005. Entre passion et raison*, *op. cit.*, p. 271.

⁴ Communiqué d'Al-Qaïda cité par Yosri FOUDA et Nick FIELDING, *Les Cerveaux du terrorisme*, *op. cit.*, p. 166.

occidental exigeait un double examen attentif et prudent de l'agenda politique des « agresseurs » d'une part, de celui du camp des « agressés » également, d'autre part. Il importait de savoir quels motifs avaient, « à travers les yeux de nos ennemis⁵ », légitimé une pareille violence. Il convenait également de savoir si tous ceux, superpuissance américaine, moyennes puissances européennes, État hébreu surprotégé ou régimes autoritaires arabes, qui évoluent du bon côté du rapport de domination, avaient quelque chose à voir dans ce triomphe spectaculaire de la logique de la confrontation. Mais à l'échelon politique, ni l'examen lucide des motivations de l'agresseur, ni l'introspection réaliste de la part possible de responsabilité du camp des agressés n'ont pourtant réellement eu lieu.

La « réponse des démocraties » a d'abord emprunté, pour l'essentiel, les raccourcis d'un recours massif au *hard power* militaire et sécuritaire. Parallèlement au langage de la force, une stratégie de communication s'est déployée autour de deux grands axes. Le premier procédait de la simple légitimation du recours aux effets dévastateurs et indiscriminés des bombes géantes dites *Daisy cutters*, utilisées en Afghanistan. Le second s'est déployé parallèlement sur un registre culturel et éducatif plus subtil. Il vise jusqu'à ce jour à promouvoir dans le « Grand Moyen-Orient » – une audacieuse innovation conceptuelle de l'administration américaine pour désigner la partie du monde musulman comprise entre le Maroc et l'Afghanistan – des « ouvertures modernisatrices » à la fois politiques et culturelles dont *a priori* chacun ne peut que se féliciter. L'examen attentif de la démarche initiée par Washington et cautionnée pour l'essentiel par l'Europe révèle pourtant très vite ses limites : là encore, c'est l'unilatéralisme le plus pernicieux qui prévaut. C'est l'Autre, et seulement lui, qui est invité à changer, laissant le déséquilibre de la répartition mondiale des ressources à l'abri de toute réflexion critique.

Enfermer l'autre dans le religieux pour mieux l'expulser du politique

La violence des attentats du 11 septembre et leur spectaculaire ampleur ont suffi pour légitimer aux yeux de l'opinion publique mondiale la campagne aérienne lancée dès octobre 2001 contre l'Afghanistan des talibans, berceau protecteur des réseaux

5 Michael SCHEUER, *Through Our Enemies' Eyes*, Brassey's Inc, Dulles, 2002.

d'Oussama Ben Laden. Assortie de massacres collectifs, directs ou par chefs de guerre afghans interposés, cette première phase de la riposte américaine n'a pourtant pas permis de vérifier que les cibles humaines bombardées coïncidaient avec les auteurs ou les complices directs ou indirects des attentats du 11 septembre. Les plus importants leaders d'Al-Qaida et des talibans, et une partie substantielle de leurs troupes, parvinrent en tout état de cause à échapper au premier round de la confrontation.

La campagne terrestre afghane puis la poursuite de la riposte militaire – dont les principaux débordements ne seront connus que bien plus tard –, n'eurent ensuite rien à envier au pire de ce qui avait pu être reproché à ceux qu'elles visaient. Le sort réservé le plus officiellement du monde aux prisonniers de la *global war on terror* a fait faire aux lois de la guerre un sinistre bond en arrière : exclus, par la seule magie du verbe du plus fort, de la sphère d'application des conventions de Genève, ils ont été systématiquement humiliés sexuellement ou torturés sur des consignes très officielles du Pentagone, livrés à des tortionnaires privés ou transférés sans trace dans des pays de non droit. L'administration Bush et le camp des néoconservateurs, dont la propension à recourir au *hard power* se rapprochait déjà singulièrement de celle des jihadistes qu'ils combattaient, ont donné depuis lors, avec le concept de « Guantanamoisation » de l'adversaire, une sorte de pendant occidental au concept musulman du *takfir*.

Le traitement réservé, dans les lieux de détention afghans d'abord, sur l'île de Cuba ensuite et, selon toute vraisemblance, dans plusieurs sites de détention demeurés secrets jusqu'à ce jour ressemble à s'y méprendre aux méthodes attribuées aux tenants de cette redoutable idéologie⁶. Le *takfir*, équivalent approximatif de

6 Pratiquement tous les prisonniers de Guantanamo sont détenus depuis plusieurs années sans inculpation. Les États-Unis les qualifient d'« ennemis combattants » et leur dénie le statut de prisonniers de guerre et les garanties liées aux conventions de Genève. Les prisonniers détenus secrètement sont rarement identifiés. Depuis son transfert aux mains des autorités américaines, après son arrestation en mars 2003 à Rawalpindi (Pakistan), Khaled Chaykh Mohamed, organisateur présumé des attentats du 11 septembre, a ainsi été, comme beaucoup d'autres avant lui, tenu à l'écart de toute procédure judiciaire légale. En juillet 2005, deux hommes incarcérés dans une prison yéménite ont raconté à une représentante d'Amnesty International comment ils avaient été maintenus à l'isolement par les autorités américaines dans un centre de détention secret pendant plus d'un an et demi, sans voir la lumière du jour et, la plupart du temps, enchaînés et menottés, sans possibilité d'entrer en contact avec leur famille, un avocat ou des organisations humanitaires et ignorant jusqu'au pays dans lequel ils se trouvaient. En mai 2005, un rapport de l'organisation Human Rights Watch

l'excommunication en droit canon, consiste en effet à dénier à son adversaire sa qualité de membre de la collectivité et à se croire autorisé de ce fait à le priver de tous les droits, protections et garanties inhérents à cette appartenance. Ce procédé, dont, grâce aux Lumières, l'Occident pensait avoir débarrassé une grande partie du monde « civilisé », semble avoir trouvé, outre-Atlantique notamment, de nouveaux adeptes. Certains militaires américains ne s'y sont pas trompés, qui ont pris peur en réalisant que c'est à eux-mêmes, leurs fils ou leurs filles, que ces nouvelles normes du traitement de l'Autre, fortes de ce formidable précédent, pourraient un jour être appliquées.

La campagne de communication de l'administration américaine s'est ensuite attachée, à grand renfort de « preuves » assénées comme autant d'évidences par les experts des grands médias, à dénier à la conduite de l'adversaire toute rationalité, voire toute cohérence politique. Si la question « why do they hate us ? » – pourquoi nous haïssent-ils ? – fut parfois posée en ces termes⁷, elle ne fut jamais prise en compte en tant que telle au plus haut niveau de l'État américain, très rarement en Europe, avec toute la lucidité qu'elle méritait. La communication de l'administration américaine et de ses relais européens s'est au contraire mobilisée pour prévenir tout examen rationnel des causalités profanes de la violence « religieuse » des agresseurs.

Sans doute la réponse à cette question était-elle en grande partie connue des décideurs américains, impliqués notamment dans le co-pillage des ressources saoudiennes (par eux-mêmes et les princes qu'ils protègent) et les grandes manœuvres diplomatiques et militaires régionales destinées à maintenir le rythme et l'efficacité d'une telle entreprise. Pour la cohorte des spécialistes autoproclamés du terrorisme « islamique », en revanche, Ben Laden a ainsi été réputé, et sur un ton péremptoire, n'avoir « que faire de la Palestine »⁸, de l'Algérie ou de l'Irak : ce qui montre bien

(HRW) a recensé (depuis le milieu des années 1990) soixante-trois cas de militants islamistes présumés transférés clandestinement vers l'Égypte pour y être torturés.

⁷ Voir notamment Fareed ZAKARIA, « Why they hate us », *Newsweek*, 15 octobre 2001.

⁸ Il existe pourtant de multiples indices de la place qu'occupe la question palestinienne dans la conscience politique de Ben Laden comme dans celle d'une écrasante majorité de musulmans, tout particulièrement arabes. L'une d'elles est le fait qu'il a très tôt côtoyé Abdallah Azzam, le responsable palestinien de l'enrôlement des « Afghans arabes » dans la lutte contre la présence soviétique en Afghanistan. Cela ne l'a pas empêché d'exprimer parfois des postures qui pouvaient apparaître comme plus étroitement « nationalistes » (à défaut d'être « saoudiennes »), en déclarant par exemple qu'entre

qu'il n'en voulait donc, lui et tous les siens, qu'à notre démocratie, à nos libertés, à nos valeurs, purent alors conclure tous ceux que réconfortait une si confortable « évidence ». Seuls les internautes curieux ou le trop petit nombre de ceux qui, en Occident, accèdent aux informations de certaines des chaînes satellitaires arabes⁹, ont pu prendre la mesure du fossé effrayant qui s'est ainsi creusé entre les représentations occidentales et celles du monde arabe.

L'escamotage de l'examen de l'agenda politique du « camp des agresseurs » s'est opéré essentiellement par le biais de ce qu'il convient de nommer la « sur-idéologisation » de ses revendications. Les chantres du discours officiel parvinrent très vite à imposer une analyse aussi rassurante que simple : s'ils « nous haïssent », c'est parce qu'ils sont « intégristes », victimes de leur sectarisme « anti-occidental » ou « anti-américain » (puisque'ils s'en prennent à l'Occident et aux États-Unis) ou de leur sectarisme « antisémite » (puisque'ils s'en prennent à l'État hébreu). Le tour de passe-passe rhétorique consiste, pour lui interdire l'accès au registre du politique, à enfermer l'agresseur dans sa seule appartenance religieuse. Pour pouvoir « légitimement » ignorer les revendications profanes, il suffit de criminaliser l'exotisme du vocabulaire employé pour les exprimer. Les revendications « islamistes » se retrouvent ainsi confinées dans une sorte de « hors jeu » du politique, interdisant non seulement leur prise en considération mais, le plus souvent, la reconnaissance même de leur existence.

La propension unanime des caricaturistes, éditorialistes, agences de presse, radios et télévisions et d'une partie significative du champ académique à ne mettre en avant que la dimension religieuse des communiqués plutôt que leur substrat politique participe du bon fonctionnement du dispositif. Inconsciemment, mais aussi parfois très consciemment, le traitement médiatique surdétermine et criminalise cet exotisme lexical qui prend valeur de preuve de l'illégitimité de son utilisateur. Loin des exigences des sciences sociales (qui imposent de rechercher dans l'histoire des acteurs

les deux sanctuaires de Médine et La Mecque et celui de Jérusalem (tous trois restaurés par son père), « son cœur était plus près » de ceux qui se trouvaient sur le sol de l'Arabie.

9 Sur le début d'inversion des flux médiatiques Nord-Sud amorcé par la création de chaîne qatari Al-Jazira, voir Olfa LAMLOUM, *Al-Jazira, miroir rebelle et ambigu du monde arabe*, La Découverte, Paris, 2004. Depuis lors, peu d'observateurs ont à ce jour signalé que depuis le début de la campagne américaine en Irak au printemps 2003, les pressions de Washington ont abouti à une profonde « normalisation » de la chaîne « rebelle », dont, entre terrains, la couverture du conflit irakien (mais pas seulement) a fait des concessions essentielles aux catégories d'analyse de Washington.

le sens exact des repères qu'ils emploient), l'approche dominante s'interdit donc de jeter la moindre passerelle sémantique ou analytique entre les deux « camps » qui s'affrontent. Et toute tentative en ce sens est inévitablement taxée de « compréhension » coupable, de « fascination » dangereuse pour l'objet islamiste, voire de « complicité objective » avec l'ennemi – comme si l'enjeu n'était pas de mieux comprendre les ressorts profonds des agressions anti-occidentales pour tenter d'y mettre fin, mais au contraire de les alimenter pour mieux justifier une posture de domination. Plutôt que de déconstruire l'incommunicabilité réciproque pour tenter de la dépasser, l'objectif semble être au contraire de l'attester et de la renforcer.

Le résultat est que le lecteur citoyen confronté à sa peur légitime d'Al-Qaïda a peu de chances de prendre conscience que le *jihād* de ses « agresseurs » a peut-être bien son équivalent dans le penchant avéré de Georges Bush, et de tous ceux qui ne s'opposent pas à ses entreprises, pour les raccourcis du *hard power* ; ou que leur étrange *takfir* a peut-être lui aussi des adeptes parmi les concepteurs de la « Guantanamoïsation » des prisonniers de guerre. Il n'est pas question qu'il puisse non plus imaginer un instant que cette *oumma*¹⁰ des barbares puisse avoir quelque chose de commun avec n'importe laquelle des appartenances collectives auxquelles, de par le monde, un individu normalement constitué pourrait avoir légitimement envie de s'identifier. Il est vrai que s'entendre proposer, comme guide de lecture et comme principe explicatif, que ces adeptes d'une exotique *oumma* font de surcroît courir à celle-ci le risque d'une *fitna*¹¹ (discorde) est sans doute plus « rassurant » – mais pas forcément plus éclairant – que de rappeler un fait aussi massif que trivial : les sociétés du monde musulman, toutes entières composées d'être humains, n'échappent pas à l'universalité de la règle qui veut que les clivages politiques soient le moteur des dynamiques de l'histoire. Un tel oubli n'aide évidemment pas à prendre conscience de ce qui est peut-être le cœur du problème, à savoir les mille et une façons qu'a le « camp occidental » d'être très directement impliqué, sans jamais vouloir le reconnaître, dans la plupart de ces tensions.

Cette stratégie ne date pas de la réponse aux attentats du 11 septembre. La longue

¹⁰ La communauté des croyants musulmans.

¹¹ Gilles KEPEL, *Fitna. Guerre au cœur de l'islam*, Gallimard, Paris, 2004.

guerre civile née de l'annulation des élections législatives algériennes en janvier 1992 l'avait déjà largement rodée¹². La criminalisation de la résistance palestinienne, dès lors qu'elle a commencé à être en partie identifiée à la génération islamiste, a relevé ensuite du même procédé. Vladimir Poutine allait lui-même bientôt exceller dans son maniement pour disqualifier l'ensemble de la résistance tchétchène.

Servie par un quasi monopole médiatique, la réponse américaine n'a donc pas eu de peine à cantonner hors du débat public la moindre évaluation ou même seulement l'énonciation rationnelle des revendications du camp « adverse ». Ce n'est pas seulement la connaissance historicisée de la culture, de la religion ou de la civilisation de l'Autre « islamiste » qui est ainsi occultée ou caricaturée mais, plus simplement, la réalité des griefs qu'il peut avoir à notre égard. Ainsi s'opère la disqualification « préventive » des résistances aux dysfonctionnements des ordres et des instances politiques qui fondent l'hégémonie des nantis de la politique mondiale.

De la part de l'administration américaine, alors démocrate, les premières attaques d'Al-Qaida ont révélé à quel point cette stratégie de la surdité, ou de l'autruche, consistant à refuser à l'adversaire l'accès au terrain de la revendication politique, était déjà solidement établie. En octobre 2000, un an avant les attaques contre Manhattan et Washington, un attentat suicide avait gravement endommagé le destroyer américain *US Cole*, ancré en rade d'Aden (Yémen), et tué dix-sept de ses marins. Aux yeux de milliers d'habitants du Proche-Orient (mais aussi de bien d'autres parties du monde) de toutes confessions et de toutes appartenances politiques, un « acte de guerre » venait certes de causer la mort de plusieurs soldats. Mais cet acte de guerre visait un navire de guerre, bourré d'armes sophistiquées, se dirigeant vers les côtes de l'Irak où il ne s'apprêtait pas à faire des manœuvres, mais à reprendre son rôle dans la mise en œuvre de « frappes stratégiques » et d'un embargo responsables de la terrible asphyxie économique d'un pays déjà affaibli. Ces « jeunes gens » étaient donc bien en train de faire une guerre, au demeurant tout particulièrement meurtrière, puisque sans avoir – on a pu le vérifier depuis – la moindre efficacité au regard de ses objectifs énoncés (la chute de Saddam Hussein ou la destruction de ses armes de destruction massive), elle

12 Voir en annexe mon article d'avril 1992 consacré à la situation algérienne.

était en train de conduire à la paupérisation et à l'illettrisme de toute une génération d'enfants irakiens et au décès de dizaines de milliers d'entre eux, pour ne rien dire des centaines de milliers de leurs parents.

Qu'importe ! Les paroles de Bill Clinton aux obsèques des marins ne laissèrent pas place au moindre doute, à la moindre incertitude, à la moindre réflexion sur la politique étrangère des États-Unis dans la région : sans attendre le prétexte du 11 septembre, l'impasse mortifère d'une communication réduite à un langage de sourds était déjà solidement verrouillée. Les soldats morts à Aden étaient à ses yeux « liés par un même engagement au service de la liberté » pour laquelle l'Amérique « ne cesserait de lutter » : de la part des agresseurs, il ne pouvait donc s'agir que de la « jalousie » éprouvée vis-à-vis des valeurs des jeunes marins, venus de toutes les cultures du *melting-pot* américain. Le Mal absolu, produit d'on ne sait quelle perversion ou de quelle dégénérescence de la nature humaine, venait, une fois de plus, de s'en prendre à la Vertu ! Pour conclure, le président stigmatisa donc la devise intolérable qu'il prêtait aux « agresseurs intégristes » des jeunes Américains « épris de liberté ». Chez ces gens-là, s'écria-t-il, c'est *our way or no way* (« notre manière [de voir] ou rien d'autre »). Quelques mois plus tard, c'est à peu de chose près au nom d'une formule aussi redoutablement simplificatrice (il faut être « avec nous ou contre nous ») que son successeur lança le monde occidental sur les chemins hasardeux de la grande « croisade contre la terreur » où il est aujourd'hui égaré.

L'illusion culturaliste, ou changer l'Autre... et seulement lui

Parallèlement aux raccourcis du *hard power* et à la campagne de criminalisation idéologique de l'adversaire, la réponse américaine s'est mobilisée autour d'un axe tout aussi idéologique, qui se révèle à l'examen procéder de la même forme d'unilatéralisme. Partiellement au moins désavouée sur le terrain militaire par ses partenaires européens, l'administration américaine a été rejointe à peu près sans réserve dans cette approche culturaliste de la crise des relations avec le monde musulman. L'illusion d'une issue « éducative » aux tensions avec l'Autre, aussi répandue qu'elle est intellectuellement confortable, s'appuie sur un postulat fort simple. Il ne s'agit, après avoir crédibilisé l'explication culturaliste de l'origine des

résistances, que de prôner une solution « éducative » pour s'en prémunir. Pour dissuader les agresseurs de toute velléité de contestation, la solution est de les aider à « réformer leur culture ».

La fragilité de cette approche est d'être, une fois encore, curieusement sélective et de conforter ainsi une lecture très unilatérale de l'origine des dysfonctionnements de la planète. Le « changement » et l'« ouverture » concernent plus naturellement ceux qui résistent aux dysfonctionnements de l'ordre mondial que les bénéficiaires de cet ordre-là. La rhétorique américaine du « Grand Moyen-Orient », même si elle évoque de façon récurrente la nécessité d'une solution pacifique du conflit israélo-palestinien, se garde le plus souvent d'identifier deux catégories de réformes qui sont pourtant sans doute les plus urgentes. La première est celle des dispositifs institutionnels régissant l'ordre mondial, c'est-à-dire l'unilatéralisme américain et l'impuissance dans laquelle il cantonne l'ONU, tout particulièrement dans le conflit israélo-arabe. La seconde est celle des régimes, notamment arabes, qui, en échange du blanc-seing qui leur est accordé en matière de gouvernance non démocratique, ont pris le parti prudent de se soumettre à cet « ordre ».

À ceux qui résistent ou à ceux qui s'opposent, il est en revanche demandé, avec beaucoup plus d'insistance, de s'« ouvrir » au monde, de « dialoguer » et/ou de « changer ». Dans cette logique, « Êtes-vous certains de ne pas vouloir dialoguer avec ma civilisation » veut dire « Êtes-vous certains de ne pas vouloir composer avec mon système ? », ou « Êtes-vous vraiment déterminés à en contester le déséquilibre ? » « Ne voulez-vous pas vous démocratiser ? » doit se traduire : « Êtes-vous sûrs de ne pas vouloir changer ce régime qui m'est si hostile pour, au nom de la démocratie, en promouvoir un qui le serait moins ? » C'est bien à l'Autre, et rarement à eux-mêmes ou à leurs alliés domestiqués, que sont vantées par les maîtres de la *global war on terror* les exigences de la réforme politique. La « culture du changement » que promeuvent symposiums et séminaires à travers les capitales occidentales ou arabes du début de ce siècle doit se lire comme visant à promouvoir la culture du changement... des opposants en alliés. C'est plus naturellement aux dictatures rebelles qu'à celles qui ont fait acte de soumission qu'est intimée la consigne de « changer ». On met bien sûr infiniment moins d'insistance à réclamer « plus de démocratie » à Alger ou à Tunis

qu'à Téhéran ou que l'on avait mis à le faire auprès du maître de Bagdad avant qu'il n'ait eu l'idée suicidaire de s'approprier les champs pétroliers koweïtiens.

À l'échelon européen, cette politique d'éducation très sélective des acteurs musulmans a des adeptes convaincus. Pour eux, il suffirait en quelque sorte que les musulmans se décident à faire une nouvelle lecture de leur Coran, ou encore à s'en tenir à meilleure distance, qu'ils achèvent en quelque sorte leur mutation modernisatrice, pour résorber la profondeur des ressentiments palestiniens, irakiens ou algériens à notre égard. À nous bien sûr de les y aider, en leur inculquant la bonne façon de lire leur livre saint. Les outils de cette politique culturelle aux lourdes arrières-pensées politiques sont rôdés de longue date. Ils vont de ces colloques bien-pensants où s'entre-congratulent les seuls partisans d'un même camp « laïque », jusqu'aux moins nuancés des films de Youssef Chahine¹³, tournés « à la caméra de 105 sans recul » et que la République française n'hésite pas à coproduire avec, une fois n'est pas coutume, le ministère égyptien de la Culture et le ministère syrien de... l'Information.

Ces incantations univoques suffiront-elles à en finir avec l'« intégrisme », le terrorisme d'Al-Qaida, les kamikazes palestiniens et, pourquoi pas, les incendies de voiture dans les banlieues ? Une telle perspective est parfaitement mystificatrice. La dynamique de modernisation intellectuelle a, dans le monde musulman comme partout ailleurs, besoin d'une atmosphère, locale et régionale, de libéralisme politique. Tout progrès de l'esprit ne peut intervenir que dans un contexte libéré des dictatures nationales et des oppressions régionales qui nourrissent et crédibilisent les postures réactives. Or, toute la contradiction vient précisément de ce que l'Occident contribue d'une main à renforcer, directement (à coups de bombes britanniques ou américaines) ou indirectement (par le soutien aveugle aux errances d'Ariel Sharon ou à celles des Pinochets arabes), ce radicalisme qu'il prétend combattre de l'autre. La « maladie » (culturelle) apparente « de l'islam » est le produit et non la cause de ce cercle vicieux très politique où est enfermé le monde musulman et dont l'Occident se préoccupe si peu de l'aider véritablement à sortir.

13 Et notamment *Le Destin*, charge caricaturale et simplificatrice sur l'origine des courants islamistes et leur horizon intellectuel et politique, primé en 1997 au festival de Cannes.

Le 27 avril 2004, avant de dérouler sans la moindre vergogne le plus épais des tapis rouges sous les pas bruxellois de Mouammar Kadhafi, l'Union européenne s'est-elle le moins du monde souciée de l'état d'avancement démocratique de l'un des régimes les plus autoritaires de la Méditerranée ? Certainement pas. Tout au plus a-t-elle vérifié que ce régime, dûment domestiqué, n'avait plus les moyens de nuire à l'ordre mondial, c'est-à-dire à nos intérêts économiques bien compris. La Libye pompera du pétrole à un rythme plus élevé. Elle nous aidera à barrer la route aux migrants africains en mal de passage vers l'Europe. Que lui demander dès lors de plus ?

Dans la rhétorique du changement « démocratique », ce sont donc des « travers » des opposants et autres résistants et d'eux seuls dont il est question. C'est leur éducation et leur culture, dangereusement « islamiques », c'est-à-dire « indociles », qu'il convient de réformer. Ce qui ne doit en revanche surtout pas « changer », ce qu'il faut précieusement conserver à tout prix, c'est le rapport de forces qui permet à l'hégémonie des nantis de la politique, petits et grands, de perdurer. Le monde (de l'Autre) persiste-t-il à protester de plus en plus fort devant l'unilatéralisme de ce traitement ? On vous l'avait bien dit ! C'est donc qu'il y a urgence : il faut le « changer ».

Conclusion

Contre le terrorisme : une arme absolue ?

La criminalisation, dans les médias ou par les chancelleries occidentales, de toute expression protestataire ou oppositionnelle montant du « Sud » dès lors que ses auteurs emploient le vocabulaire de la culture musulmane est sans doute à l'origine pour la diplomatie européenne de la plus grave de ses contre-performances : celle de l'échec flagrant du « processus de Barcelone »¹, lancé bruyamment en novembre 1995, dont chacun reconnaît aujourd'hui qu'il est demeuré lettre morte. À l'origine de ce revers manifeste de la communication Nord-Sud se trouve très vraisemblablement l'incapacité européenne à reconnaître la légitimité des oppositions islamistes modérées et son potentiel de modernisation. Il en résulte une inaptitude à établir un contact efficace avec les sociétés civiles réelles du Sud, au seul profit de partenaires désignés comme « laïques », sélectionnés – sans se soucier, le cas échéant, de leur proximité avec des régimes particulièrement illégitimes – pour leur habileté à nous dire, dans la terminologie qui nous est familière, ce que nous souhaitons entendre et à peu près seulement cela.

À force de ne pas vouloir reconnaître une génération politique tout entière, de plier ses principes à l'importance de la rente pétrolière maniée par ses interlocuteurs, de sacrifier le long terme éthique et politique sur l'autel du court terme financier et électoral, l'Europe, France en tête, a dangereusement affecté la portée et l'efficacité de ses échanges culturels et politiques avec son environnement musulman. Incapable de négocier avec – ou seulement d'accepter – des interlocuteurs ailleurs qu'auprès des régimes autoritaires ou sur le rebord fragile des sociétés qui lui renvoie l'image réconfortante de son universalité, la diplomatie européenne s'est mise en « porte à

¹ Les 27 et 28 novembre 1995, à Barcelone, les gouvernements de vingt-sept pays, le Conseil de l'Union européenne et la Commission européenne ont créé le Partenariat euroméditerranéen (PEM), avec pour objectif principal de faire du bassin euroméditerranéen une zone de dialogue, d'échanges et de coopération en vue de garantir la paix, la stabilité et la prospérité.

faux » avec toute une partie du monde².

C'est dans ce contexte que, pour un nombre sans cesse croissant de ceux à qui les puissances occidentales ont nié toute légitimité politique, les méthodes les plus radicales sont irrésistiblement apparues comme une alternative. Pour une grande part, c'est ainsi que, sur les ruines d'une communication politique consommée, nous sommes, tout aussi irrésistiblement, entrés dans l'ère du terrorisme.

Conçues avec les mêmes préjugés, malgré l'ampleur des moyens affectés à leur mise au point, les armes de lutte contre ce terrorisme ont, pour l'heure, démontré surtout les limites de leur efficacité. Des dizaines de citoyens innocents payent régulièrement le prix de cette carence manifeste de la protection que les responsables politiques doivent à ceux qui les ont élus. Ils vivaient hier à Londres, à Madrid ou à Charm el-Cheikh. C'est demain à Copenhague, à Rome ou à Paris que la liste pourrait s'allonger. Des millions d'autres citoyens pâtissent par ailleurs du formidable gaspillage induit par l'inflation des dépenses sécuritaires. Tous sont touchés de surcroît par le recul spectaculaire des libertés civiles et démocratiques, qui sont un autre versant plus coûteux encore de cette option sécuritaire.

Peu des solutions proposées par nos experts en contre-terrorisme sont à ce jour réellement probantes. Faut-il « fermer les universités islamiques du Golfe », comme le suggère celui-ci ? Intensifier le programme de réforme de la culture de l'Autre et le rythme de son « apprentissage de la liberté », des droits de l'homme et de la démocratie, comme celui-là en semble convaincu ? Faut-il dresser de nouveaux murs ? Multiplier les écoutes de l'Autre et les caméras de surveillance braquées dans sa seule

2 Mieux vaut tard que jamais : certains *think tanks* américains démocrates se sont très tardivement ralliés à cette perspective. « La clé de la réforme arabe : les islamistes modérés », titrait ainsi en juillet 2005 un article d'un chercheur de la Carnegie Endowment for International Peace (Amr HAMZAWY, « The key to arab reform : moderate islamists », *Policy Brief*, n° 40, 26 juillet 2005, <www.carnegieendowment.org/publications>). Avant que la moindre réforme significative puisse avoir lieu dans le monde arabe, affirmait en substance cet auteur, les États-Unis et l'Europe doivent commencer à établir des relations avec les islamistes modérés, une entreprise moins épineuse qu'il ne peut le paraître, car ces islamistes ont fait leurs règles démocratiques et ont fait preuve d'un soutien très réel à l'État de droit. La Commission européenne a également organisé plusieurs réflexions prenant en compte cette exigence, qui est pourtant loin d'être acquise par ses dirigeants. L'essayiste Alexandre Adler est pour sa part encore plus loin d'une telle clairvoyance : apprenant que le Premier ministre britannique, Tony Blair, avait décidé d'associer Tariq Ramadan à la réflexion de son gouvernement sur le terrorisme, il a préféré faire part de son immense contrariété (France Culture, 3 septembre 2005).

direction ? Faut-il renforcer, encore et toujours, répression et suspicion et, sans crainte d'améliorer les performances de la vieille machine répressive « à fabriquer des poseurs de bombes », équiper la planète de nouveaux « Guantanamo » ?

Il se pourrait pourtant qu'existe une arme autrement plus efficace. Elle aurait déjà été identifiée. Seul un refus aveugle de la mettre en œuvre serait donc à l'origine de l'échec retentissant et persistant de l'offensive occidentale contre le fléau terroriste du XXI^e siècle. C'est son coût qui prévient, semble t-il, ceux qui en ont les moyens, de l'utiliser pour protéger, réellement, leurs concitoyens.

Il est vrai que cette arme est particulièrement coûteuse ; et les nantis, petits et grands, « occidentaux » ou « musulmans », de l'ordre mondial du XXI^e siècle naissant semblent peu enclins à vouloir en payer le prix. On les comprend : l'arme s'appelle en effet « partage ». Et elle vise... tout ce que précisément, ils n'entendent pas partager. Les ressources économiques et financières bien sûr, pétrolières ou industrielles, à l'échelle de la planète ou à celle de chacune de ses nations. Le pouvoir politique ensuite, accaparé par tous les leaders au long cours qui, d'« élections » en « réélections », en privent toute une génération. La Palestine aussi, dont le partage, promis depuis si longtemps, est devenu aujourd'hui une si parfaite fiction.

Partager veut dire également accepter que d'autres discours et d'autres croyances que les siens propres aient le droit d'exprimer le bien, le bon, le juste, bref toutes ces valeurs dont nous ne prenons pas toujours le temps de réaliser qu'elles nous sont communes, quand bien même leurs défenseurs ne révèrent pas les mêmes icônes et usent des catégories symboliques, des langages et des codes aussi diversifiés que le sont les cultures de la planète.

Plus simplement, il faudrait songer également à partager et à faire partager... l'émotion et à accorder la nôtre à *toutes* les victimes de *toutes* les violences. Pour ce faire, il ne faut pas hésiter à dénoncer l'hypocrisie des humanistes à géométrie variable qui pensent pouvoir s'arroger un monopole dans ce domaine. On peut vouloir pleurer le sort de colons contraints de quitter une terre qui n'était pas la leur et partir, très largement indemnisés, vers d'autres colonies. Mais alors n'oublions pas non plus le sort des milliers de ceux dont la maison a été rasée, sans autre forme de procès, plus discrètement, loin des caméras de télévision, au petit matin. Il faut donc partager, par-

dessus tout, le droit de faire connaître et valoir sa vérité, son histoire, petite et grande, et sa vision du monde aux heures de grande écoute, sur les écrans ou dans les hauts parleurs d'une presse dont nous devons tout faire pour qu'elle demeure – ou, plutôt pour qu'elle redevienne ! – plurielle.

Partager, en effet, ne veut pas toujours dire donner. Il peut s'agir aussi de savoir prendre. C'est le cas pour... l'avis des autres. Or, si nous « fabriquons » notre information au lieu de la collecter, si les voix du monde, et *a fortiori* celles de nos propres sociétés, ne nous parviennent plus que par des canaux dont nous avons pris le contrôle, si nous en arrivons à ne plus entendre que le son de notre propre voix, nous nous privons du bénéfice d'une denrée absolument vitale : le point de vue des autres, de tous les autres, ce point de vue même qui nous permet de nous connaître dans notre particularité, dans notre relativité et donc, éventuellement, dans nos faiblesses et dans nos erreurs. Un tel enfermement peut vite ressembler à une forme d'autisme. C'est peut-être bien de ce mal-là qu'une partie de l'establishment médiatique et politique de la planète est aujourd'hui atteinte.

Et c'est précisément cet autisme, combiné aux exigences de la politique politicienne et du court terme électoral, qui risque d'entraîner – ou entraîne déjà – certains responsables politiques sur une pente dangereuse. En Europe, un gyrophare dans une main, le dictionnaire des clichés de la haine ordinaire dans l'autre, une partie de la classe politique semble tentée de vouloir construire ses victoires électorales à venir en cultivant les penchants xénophobes de chacun. Pour un homme politique, il existe, en effet, deux sortes de sécurité. La première, qui devrait avoir toutes les priorités, est la sécurité des citoyens. La seconde, parfois plus importante à ses yeux, est la sécurité de son élection. Pour assurer cette dernière, il peut suffire de parler aux tripes de ses électeurs, de conforter leurs peurs, de cultiver leur méconnaissance de l'Autre. Et d'imposer ainsi une lecture purement sécuritaire des tensions, reposant sur une répartition à sens unique des responsabilités et, partant, sur la dominante répressive des « remèdes » à mettre en œuvre.

Protéger réellement la sécurité des citoyens est, en revanche, une tâche infiniment plus coûteuse. Elle est en effet électoralement moins immédiatement gratifiante, car ses exigences s'inscrivent dans le long terme. Elle se prête moins aux exercices de

communication, à la mobilisation des images qui choquent et des émotions qui « instantanéisent » toute perception. Elle exige de parler à la raison des citoyens, de calmer leurs peurs au lieu de s'en servir comme tremplin oratoire. Et aussi de leur faire admettre l'idée désagréable de la complexité de la crise et le fait que chacun d'entre nous y porte manifestement une part, petite ou grande, selon son rang dans le monde, de responsabilité. En 2005, d'un bout à l'autre de l'Europe, dans l'urgence électorale des démocraties, la politique sécuritaire du gyrophare et les raccourcis criminalisants du « Karcher » semblaient malheureusement en bonne voie pour l'emporter. Ces victoires-là pourraient prendre, bien vite, le goût amer des fausses routes qui se terminent dans l'impasse de vrais conflits – ceux précisément que l'on se targue de vouloir prévenir.

Le vrai courage politique, qui préparerait une vraie restauration de la sécurité, serait d'imposer une autre lecture des tensions internationales. Une lecture qui ne céderait plus aux raccourcis sélectifs de tous ceux qui, pour quelque raison que ce soit, se refusent à admettre que les responsabilités de la terreur sont bel et bien partagées et qui contribuent, de ce fait, à l'entretenir. Car tant qu'il est le seul à être entendu, le chœur de la voix des loups renforce, jour après jour, celles de politiciens frileux en quête de victoires faciles.

Le partage ou la terreur. Ce choix, plus que jamais, reste encore le nôtre.

Annexe

1992 : les islamistes sous le regard de l'Occident^{*}

En les enfermant par milliers au fond du Sahara algérien, les dirigeants algériens et tunisiens ont sans doute ralenti la longue marche des islamistes vers le pouvoir. Mais ils ne l'ont certainement pas interrompue. Depuis Nasser et l'écrasement des Frères musulmans, beaucoup d'eau a coulé sous les ponts du Nil et la manière forte, pour rayer du paysage politique un courant dont on sait désormais qu'il s'appuie, un peu partout dans le monde arabe, sur une large majorité de la population, risque bien de ne pas suffire. Pour se préparer à une cohabitation devenue inéluctable, le Nord n'a fait pour l'heure que de bien petits pas. Les quelques semaines écoulées nous ont pourtant plus appris sur ces islamistes que bon nombre des milliers de pages écrites de longue date à leur sujet. Les militants ont fait une nouvelle fois la démonstration de la profondeur et de la solidité de leur ancrage populaire. Exit dès lors la fiction, érigée en dogme par le *wishful thinking* occidental, d'un groupuscule d'activistes d'autant plus tentés d'accéder au pouvoir par la force qu'ils redoutent d'en être écartés par les urnes.

Les « montagnards démocrates », ensuite, ne sont nulle part parvenus à convaincre leurs frères des plaines. Exit encore la fiction d'une alternative autre qu'ethnique – car comment, sérieusement, qualifier le vote du FFS algérien ? – au vote islamiste. Une très large majorité des femmes, et pas seulement au fond des campagnes, paraît avoir bel et bien choisi de « voter FIS ». Exit enfin, dans un dossier infiniment plus complexe, le raccourci simplificateur d'une mobilisation islamiste « contre les femmes ».

Qu'à cela ne tienne. À défaut de trouver dans le paysage politique la « troisième force » capable de combattre son ennemi supposé, le regard occidental (singulièrement aidé, il est vrai, par les communiqués des ministères maghrébins), n'en poursuit pas moins sa quête désespérée du segment des sociétés arabe qui voudra bien le sauver du résultat... de leurs urnes. Les plus opiniâtres de non-analystes en sont pour l'heure à

^{*} François BURGAT, *Le Monde*, « Débats », 30 avril 1992.

sonder les bataillons des abstentionnistes.

Existent-ils ? Sans doute. Constituent-ils une majorité alternative ? Certainement pas ! Car comment oublier que les victoires du FIS sont, dans l'entière histoire algérienne (référendum d'indépendance excepté), le fruit des deux seuls scrutins où le régime n'a pas purement et simplement fabriqué le niveau de participation ? Si l'on veut bien (mais qui l'a fait ?), les comparer à ceux (10 %, 15 %) qui réélisent régulièrement nos grands alliés « démocrates » de la région, les 50 % ou 60 % de votants de ces premiers vrais scrutins ont donc valeur, pour les islamistes, d'une formidable caution.

Et rien, absolument rien, ne permet par ailleurs de déceler dans le terroir abstentionniste autre chose que la chambre d'écho de la majorité apparue en 1990, c'est-à-dire, toutes proportions gardées... une réserve supplémentaire de voix islamistes.

Alors ? Point de lueur d'espoir à l'horizon ? Point d'autre navire que des *boat people* chargés de femmes fuyant la tyrannie coranique ? Point d'autre issue, à terme, que le martyre de notre sainte laïcité ? Un scénario moins tragique et plus vraisemblable existe pourtant. Il ne coûte pour l'heure que le prix de quelques ingrédients qu'il nous faut urgemment réintroduire dans nos analyses où ils ont laissé, en sortant, autant de vides en forme de raccourcis.

Quand bien même auraient-ils supposément quelques référents communs, il serait d'abord urgent de cesser d'extrapoler le mental du groupuscule des assassins de Sadate à la totalité des forces issues du courant islamiste. Il faut ensuite accepter de ne plus enfermer les scrutins algériens de 1990 et de décembre 1991 dans les limites négatives de cet inusable « refus du FLN » que n'importe lequel des autres partis en présence aurait en fait pu exprimer. Cesser aussi de ne voir dans l'émergence islamiste qu'une conséquence de la dégradation des économies arabes : si, au même titre que les progrès de la démocratisation, le rétablissement des économies maghrébines doit être érigé, des deux côtés de la Méditerranée, en une priorité absolue, aucun de ces deux objectifs ne doit être considéré comme le moyen de transformer le vocabulaire des acteurs politiques. Comment ces dollars, dont on nous dit régulièrement que sous d'autres cieux, ils servent à « exporter l'islam » devraient-ils donc, au Maghreb,

faire... disparaître les islamistes ?

Aide l'Algérie ? Bien sûr ! Mais telle qu'elle est et non, une fois n'est pas coutume, telle que nous souhaiterions qu'elle soit. Indispensable pour mille autres raisons, l'aide économique ne saurait être considérée comme un moyen de lutter contre ces « fils des nationalistes » que sont les islamistes de Tunisie, d'Algérie ou d'ailleurs. Alors que les pétarades d'une fugitive islamisation révolutionnaire dite « par le haut » n'avaient pas encore commencé à attirer puis à aveugler le regard occidental, un lent, profond – et très naturel – processus de reconnection avec l'univers symbolique de la culture « précoloniale » travaillait déjà chacun des compartiments de l'univers social, culturel et politique arabe.

C'est l'ultime expression politique de ce processus que manifeste aujourd'hui l'arrivée aux portes du pouvoir des islamistes. S'il faut tenter d'évaluer leur capacité à poursuivre le difficile processus de construction d'une société de tolérance timidement initié par leurs aînés, un repère jalonne l'analyse : en terre arabe, s'il existe une ligne de démarcation entre les bons et les méchants, les démocrates et les antidémocrates, les tolérants et les intolérants, les défenseurs des droits de l'homme, ou de la femme, et ceux qui ne s'en préoccupent que modestement, etc., elle a assurément un tracé plus sinueux que celui qui distingue les islamistes du reste de la classe politique.

D'abord bien sûr – puisque ce qui va ailleurs sans le dire va mieux ici en le redisant – parce qu'il ne suffit pas d'être islamiste pour être à la hauteur des promesses de tolérance que manient une large majorité des leaders de ce courant. Mais parce qu'il ne suffit pas non plus d'être anti-islamiste – comme Saddam Hussein ou Hafez al-Assad, ou ceux dont les prisons, au Maghreb, ne suffisent plus à contenir les opposants – pour faire automatiquement partie de ce supposé « camp démocratique » dont la classe politique occidentale accorde aujourd'hui le monopole de représentation à des régimes discrédités et à ceux de leurs opposants que la poussée islamiste a marginalisés.

Ensuite et enfin parce qu'on peut être islamiste et ne pas s'identifier au discours de rejet tenu ici et là par la périphérie radicale d'un courant qui est bien loin de s'y identifier. Il faudra bien finir un jour par s'en apercevoir. Le plus tôt serait le mieux.

Table

9 1

_____	1
<i>Hard power</i> et « réformes » imposées : les illusions de la réponse occidentale à l'islamisme.....	1
<i>Enfermer l'autre dans le religieux pour mieux l'expulser du politique</i>	2
<i>L'illusion culturaliste, ou changer l'Autre... et seulement lui</i>	8
Conclusion	12
_____	12
Contre le terrorisme : une arme absolue ?	12
Annexe	17
_____	17
1992 : les islamistes sous le regard de l'Occident	17
Table	20

François Burgat

L'ISLAMISME A L'HEURE D'AL-QAIDA

Jour après jour, les politiques inspirées par l'amalgame entre islamisme et terrorisme contribuent à renforcer la radicalisation de la mouvance politique qu'elles prétendent combattre. À rebours de ce simplisme dangereux, François Burgat, en s'appuyant sur l'expérience de dix-huit années passées dans le monde arabe et de nombreuses enquêtes au sein des mouvances islamistes, propose ici une analyse essentielle pour comprendre un phénomène bien plus divers et complexe qu'on ne le dit trop souvent.

Il montre l'importance de distinguer l'engouement postcolonial pour le « parler musulman » – que, pour des raisons essentiellement identitaires, partagent les islamistes – et l'origine, souvent très profane, des conflits qui déchirent cette région du monde. L'émergence des Frères musulmans en 1928, « première temporalité » de l'islamisme, a répondu, explique-t-il, au tête à tête colonial. Après les indépendances, la deuxième temporalité a été celle des désillusions d'une décolonisation inachevée et, progressivement, de la poussée répressive de ces « Pinochets arabes » que l'Occident va soutenir aveuglément. La « troisième temporalité », celle de la radicalisation sectaire de la « génération Al-Qaida », est l'écho du durcissement arrogant d'un ordre américain trop peu universaliste, de l'« emmurement » désespérant de la Palestine et de l'occupation militaire des terres pétrolières du Moyen-Orient.

Antidote précieux aux peurs alimentées par les représentations biaisées, voire par la désinformation – dont François Burgat propose ici une critique rigoureuse –, ce livre ouvre enfin des pistes sérieuses pour sortir de l'impasse mortifère des explications à sens unique.

François Burgat, politologue, est chercheur au CNRS (IREMAM, Aix-en-Provence). Il est notamment l'auteur de L'Islamisme au Maghreb : la voix du Sud (Karthala, Paris, 1988 ; Payot, Paris, 1995) et de L'Islamisme en face (La Découverte, Paris, 1995 ; édition de poche actualisée : La Découverte, Paris, 2002).

ISBN 2-7071-467-X

15 €

